

Près de 800 manifestants à Beaugency contre la fermeture de Faurecia

■ Pour les salariés, ce n'était pas un baroud d'honneur, mais un appel.

■ Le plan social devrait être présenté mercredi au siège social de l'entreprise.

« Faurecia doit vivre ! Halte au profit ! » Pancartes et drapeaux rouges de la CGT en tête, la manifestation qui s'est déroulée samedi à Beaugency a réuni près de 800 personnes. Organisée par l'Union départementale CGT, la section locale et les salariés, elle n'a laissé personne indifférent dans le canton. Tous les élus des communes, sans exception, mais aussi des élus de cantons voisins, ainsi que Jean-Pierre Sueur, sénateur, sont là.

« Boorlo ! Du boulot ! », « Villepin ! Du pain, du vin et du travail ! » Ces slogans ont été repris par les manifestants qui ont également fait savoir qu'ils ne croient en rien à la diminution du chômage annoncée quelques jours avant.

« On nous prend pour des billes. On manipule les chiffres, on utilise la gomme pour rayer des chômeurs », a dénoncé Pierre, 32 ans de maison.



SAMEDI, 11 HEURES. Un long cortège descend des Hauts-de-Lutz pour manifester en centre-ville.

Si on sait que 157 emplois seront supprimés et qu'un emploi industriel génère trois à quatre emplois, le compte est vite fait. Beaugency fera partie des cantons sinistrés économiquement.

Élus et salariés sont d'accord. « La fermeture de Faurecia-Beaugency est une profonde erreur et une injustice. Nous avons apporté la preuve que cette usine est viable et qu'elle a un avenir à Beaugency. » Ce sont

les termes du message de Claude Bourdin, conseiller général, maire de la ville.

Tout cela s'appuie sur une étude d'un cabinet d'expert comptable.

Les responsables syndicaux du département ont aussi rappelé les problèmes « de la fonderie de Meung-sur-Loire ou à la verrière ».

Un plan social

Les négociations du plan social sont terminées. Salariés et

direction du groupe sont loin d'être d'accord. On attend maintenant le mercredi 7 septembre, date arrêtée pour l'annonce officielle du plan. En tout cas, même si la majorité des salariés a perdu tout espoir, certains espèrent encore un miracle. « On se battra jusqu'au bout et on refusera l'aumône », résume un délégué syndical, n'excluant pas d'autres actions dans les prochains jours.

François Diaz.